

La loi sur la Famille victime d'un manque de courage politique

Au lendemain de la Manif pour tous, le gouvernement a annoncé le report du projet de loi sur la Famille à fin 2015, au plus tôt. Une reculade de mauvais augure pour les parents et les enfants de « toutes les familles ».

Lundi dernier, le gouvernement a revu ses ambitions à la baisse en annonçant le report *sine die* du projet de loi sur la Famille, qui devait être examiné cette année. Cette annonce est survenue au lendemain d'une énième Manif pour tous farouchement opposée à la PMA et la GPA, deux mesures qui ne figuraient pourtant pas dans le projet de loi. Alors, de quoi le gouvernement a-t-il eu peur ? Des accusations de « familiphobie » des manifestants ? Des campagnes de désinformation des lobbys conservateurs ? Du contexte d' « hystérisation » du débat ? Où est le courage politique du gouvernement qui promettait de défendre « toutes les familles » ?

Qu'est-ce qui fait famille ?

Bien que l'ouverture de la PMA aux femmes seules et aux couples de lesbiennes ait été rapidement évincée du projet de loi, ce dernier avait au moins le mérite d'aborder la notion de parentalité sous un nouveau jour, plus conforme aux réalités des familles d'aujourd'hui. Une des avancées phares du texte visait en effet à reconnaître le rôle du tiers-parent, avec l'ouverture de nouveaux droits au beau-parent dans les familles recomposées et adoptantes. En confortant le statut des personnes qui « font famille » au sens large, cette mesure devait permettre de valoriser la parentalité sociale, qui met en avant le projet parental, porteur de la vie de l'enfant, et non le lien biologique.

Avec ce revirement, le gouvernement donne l'impression d'abandonner un chantier auquel le candidat Hollande avait pourtant promis de s'attaquer. Il ouvre un nouveau boulevard aux manifestants de dimanche, qui ne sont autres que ceux qui manifestaient contre le mariage pour tous hier et qui s'opposent aujourd'hui aux ABCD de l'égalité, à grands coups de désinformation. Mais les forces progressistes, qui luttent aujourd'hui pour l'égalité des droits entre tous les enfants, entre les citoyens et citoyennes, entre les différentes formes de famille, ne se démobiliseront pas. Elles ne laisseront pas le gouvernement céder aux thèses alarmistes et rétrogrades des tenants d'un modèle familial traditionaliste et archaïque, qui se nourrit des peurs et des rumeurs pour mépriser tous ceux qui ne s'y conforment pas.

Contacts presse :

Véronique Sehier # 06 86 65 25 19